

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26

un

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 22 DECEMBRE 2022
D22122022/166**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD,
Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL,
Tony TRIJOLET, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN,
Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS,
Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN,
Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES :

Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Pascale COLMET-MARZAT donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Jean-Marie REVAILLER,
Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS

Membres suppléants
remplaçant un membre
titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Chantal PARISE

Objet : GEMAPI : AUTORISATION DE SIGNER L'ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE LUTTE CONTRE L'ÉROSION MARINE DU LITTORAL DE LACANAU
Rapporteur : Patrick MEIFFREN, 8^{ème} Vice-Président
Vote : UNANIMITE

La Communauté de Communes a lancé une procédure d'appel d'offres en vue de la dévolution d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire relatif à un marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de lutte contre l'érosion marine du littoral de Lacanau.

L'objectif est de réaliser toutes les études nécessaires aux travaux de lutte contre l'érosion marine du littoral de Lacanau-Océan dans l'attente de la construction de l'ouvrage dit « ouvrage 2050 ».

Les prestations portent essentiellement sur :

- **Mission 1** : Maîtrise d'œuvre pour la finalisation de travaux de mise aux normes de l'ouvrage actuel,
- **Mission 2** : Maîtrise d'œuvre pour les travaux urgents sur l'ouvrage actuel,
- **Mission 3** : Maîtrise d'œuvre pour les travaux de rechargement en sable,
- **Mission 4** : Dossiers règlementaires,
- **Mission 5** : Prestations spécifiques complémentaires.

Les montants minimum et maximum de l'accord-cadre sont donnés dans le tableau suivant :

MONTANT MINI ANNUEL € HT	MONTANT MAXIMUM ANNUEL € HT	MONTANT MINIMUM € HT SUR LA DUREE TOTALE RECONDUCTIONS COMPRISES (4 ANS)	MONTANT MAXIMUM € HT SUR LA DUREE TOTALE RECONDUCTIONS COMPRISES (4 ANS)
20 000 €HT	200 000 €HT	80 000 €HT	800 000 €HT

Le présent accord-cadre prendra effet à compter de sa notification au titulaire pour une durée d'un (1) an renouvelable 3 fois pour une durée totale maximale de 4 ans à compter de la date de notification du marché.

L'accord-cadre sera renouvelable tacitement chaque année, pour une nouvelle période d'une année. La reconduction interviendra tacitement chaque année à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, sauf dénonciation par écrit, notifiée au plus tard 1 mois avant cette date anniversaire par l'une ou l'autre des parties.

Compte tenu du montant estimé, un avis de publicité a été envoyé pour publication au BOAMP et au JOUE le 18 octobre 2022 et publié le 21 octobre 2022.

La date de remise des offres était fixée au 18 novembre 2022 à 14 h 00. Au terme du délai de remise des plis, la Communauté de Communes a constaté la transmission de 2 plis par voie dématérialisée.

Enoncés dans le règlement de la consultation, les critères de jugement des offres étaient les suivants :

- Prix (prix des missions 4 et 5 du BPU dûment complété et du DQE type dûment complété) 40 %
- Mémoire technique d'exécution 30 %
- Références de prestations similaires 20 %
- Délais de réponse à un bon de commande en situation d'urgence 10 %

Réunie le 9 décembre dernier, la commission d'appel d'offres a retenu l'analyse des offres et le classement qui suit.

N°ordre	Candidat	PRIX	Mémoire technique d'exécution	Référence de prestations similaires	Délais de réponse à un bon de commande en situation d'urgence	Note totale	Classement
1	ISL INGénierie	28,18/40	24/30	20/20	7,35/10	79,53/100	2
2	Groupement ANTEA GROUP – ANTEA France SAS / CASAGEC INGENIERIE	40/40	24/30	20/20	10/10	94/100	1

L'offre la mieux-disante est celle présentée par le Groupement ANTEA GROUP/CASAGEC INGENIERIE.

La Commission d'Appel d'Offre ayant décidé d'attribuer le marché au Groupement ANTEA GROUP/CASAGEC INGENIERIE au regard du rapport d'analyse des offres, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire du marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de lutte contre l'érosion marine du littoral de Lacanau à intervenir avec le Groupement ANTEA GROUP/CASAGEC INGENIERIE dont le montant annuel de l'accord-cadre est fixé entre 20 000€HT et 200 000€HT.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 8 décembre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU la décision de la commission d'appel d'offres du 9 décembre 2022,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'autoriser le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire du marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de lutte contre l'érosion marine du littoral de Lacanau à intervenir avec le Groupement ANTEA GROUP/CASAGEC INGENIERIE dont le montant annuel de l'accord-cadre est fixé entre 20 000€HT et 200 000€HT.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : /

Vote : Pour : 31 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 DECEMBRE 2022



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.